

# Tenue unique à l'école : des tests et des réticences

L'idée d'un uniforme divise les parents. Et parmi les cent établissements mentionnés par l'Élysée comme « ayant manifesté leur volonté de l'expérimenter », tous ne sont pas encore prêts à le tester.

## Une volonté réaffirmée

Emmanuel Macron l'a redit mardi soir lors de sa conférence de presse : une tenue unique sera expérimentée dès cette année, et pour deux ans, dans plusieurs établissements scolaires, du primaire et du secondaire, « **volontaires** ». Et si ce test s'avère concluant, l'uniforme sera généralisé. Son argument ? « **La tenue unique efface les inégalités entre les familles.** »

## Des régions bien représentées...

Lors de cette intervention du chef de l'État, les services de l'Élysée ont diffusé, sur le compte X du Président, une carte montrant les lieux d'expérimentation de l'uniforme. Soixante communes et quarante-sept départements sont concernés. On y trouve Marseille, Nantes, Nice, mais les grandes villes sont très minoritaires. Le Nord, la Seine-Saint-Denis et les Bouches-du-Rhône sont très représentés, tout comme la ville de Troyes (Aube). Paris est absente.

## ... mais l'Ouest peu concerné

Hormis Laval (Mayenne), Saint-Calais (Sarthe), Nantes (Loire-Atlantique), Talmont-Saint-Hilaire (Vendée) et Plouisy (Côtes-d'Armor), aucune autre commune de l'Ouest ne figure sur la carte. Pourquoi ? « **Nous n'avons pas été sollicités**, explique David Robo, le maire de Vannes (Morbihan). **Le gouvernement a dû choisir certains territoires.** » Une hypothèse partagée par Franck Louvrier, maire de La Baule (Loire-Atlantique) : « **Si on m'avait interrogé, j'aurais donné mon accord pour un test.** » Emmanuelle Lejeune (Saint-Lô, Manche) n'a pas été démarchée non plus.

## Une carte en trompe-l'œil

Le président de la République n'a-t-il pas confondu vitesse et précipitation ? Tous les établissements figurant sur sa carte, mentionnés comme « ayant manifesté leur volonté d'expérimenter la tenue unique » ne sont pas encore prêts à la tester. À Plouisy et Talmont-Saint-Hilaire, les élus vont devoir négocier avec les parents. Au lycée Ambroise-Paré de Laval, le proviseur précise « **que le projet sera étudié en avril** », tout en notant qu'élèves et enseignants ne sont pas chauds. Au lycée Jean-Rondeau de Saint-Calais, « **le test n'est pas d'actualité pour l'instant** ».

### Une affaire de droite...

Les communes et départements figurant sur la carte sont en grande partie dirigés par des exécutifs issus de la majorité présidentielle, de droite, du centre ou d'extrême droite (Perpignan). On compte également quelques maires sans étiquette. Les élus de gauche sont quasiment absents, sauf la socialiste Anne-Lise Dufour-Tonini, maire de Denain (Nord). C'est elle qui a postulé auprès de Gabriel Attal, qu'elle connaît. C'est ce qu'a fait aussi Rémy Guillou, maire de Plouisy, référent départemental Renaissance.

200 € par enfant

À Denain, la maire a organisé un référendum auprès des parents d'élèves. Ces derniers, « **qui ne sont pas des électeurs de droite** » ont majoritairement soutenu l'idée d'une expérimentation. Trois cent cinquante élèves de primaire testeront donc l'uniforme à la rentrée de septembre. Le choix des vêtements s'effectuera à partir de catalogues transmis par les services de l'État. « **Ce sera soit un haut commun à tous, soit un haut et un bas, avec un logo propre à la commune.** » Le budget sera de 200 € par enfant. La moitié prise en charge par la commune, l'autre par l'État.

Yves-Marie ROBIN